

## "Merci le Danemark" dans Libération (4 juin 1992)

**Légende:** Pour Serge July, directeur du quotidien français Libération, le refus des Danois de ratifier le traité de Maastricht relance les débats sur la construction politique de l'Europe.

**Source:** Libération. 04.06.1992. Paris.

**Copyright:** (c) Libération

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"merci\\_le\\_danemark"\\_dans\\_liberation\\_4\\_juin\\_1992-fr-5c49633c-6f3f-4318-a0e6-7c3ce7a27474.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## Merci le Danemark

### Serge July

Ce n'est pas un proverbe danois, mais français : à quelque chose malheur est bon. Parfois même très bon : 46 269 Danois, en précipitant leur pays hors du sillage de l'Union, viennent en effet de provoquer la première grande crise politique européenne. Pour sortir le processus de Maastricht de sa chrysalide cotonneuse, cette crise était absolument indispensable.

Merci les Danois : ils viennent de rendre un service inestimable à l'Europe et aux Européens, sans doute au prix de leur sacrifice.

Car la construction de l'Europe en pilotage technocratique est la grande perdante du mardi noir de Copenhague. Pour que les Européens s'approprient l'Europe, il fallait que le pointillé tracé à Bruxelles, précisé à Maastricht prenne enfin corps.

Compte tenu de la nature essentiellement économique de la construction, il n'y avait qu'un chemin possible : le principe de réalité. En quelques jours, l'Europe aura été servie : le bombardement de Sarajevo et le dérapage de Copenhague.

Dans le premier cas, l'Europe a dû admettre qu'elle n'était toujours pas cette puissance qu'elle rêvait d'être, et qu'il serait bon qu'elle devienne. Les massacres perpétrés à quelques dizaines de minutes d'avion de Milan, Berlin ou Paris n'ont pu être empêchés : l'Europe n'est pas parvenue à faire respecter ses valeurs et notamment le droit à l'autodétermination. Le constat est sans appel : le pouvoir de l'Europe se limite à l'heure actuelle à un pouvoir de neutralisation des nuisances balkaniques. A Copenhague, l'Europe affronte l'autre face du miroir : elle se découvre mortelle. Trop fantasmagorique, à mi-chemin du cauchemar bureaucratique et de l'abstraction politicienne, cette étrangeté de l'Europe aura réveillé les peurs, souligné les manques et les impasses et les impuissances de la collectivité européenne. Ces inquiétudes à géométrie variable auront été affolées par l'absence d'un véritable contrôle sur un processus accéléré et vertigineux.

Les Danois, les Allemands ou les Français sont confrontés non plus à des projets ou des constructions à effets différés, mais à l'hypothèse d'une véritable disparition, d'un démontage général des solidarités, des interdépendances, d'un trou noir continental. Les Danois, qui ont vécu l'unification de l'Allemagne sur le mode de la menace fautive de garanties suffisantes sur le fonctionnement démocratique du grand bazar communautaire, sont aujourd'hui, c'est-à-dire quelques heures après le vote négatif, confrontés à une perspective pire, celle d'une marginalisation économique et d'un laminage politique par de puissants voisins.

Car tout ce que redoutait une partie de l'électorat danois, et avec lui la plupart des opposants à Maastricht, une perte de souveraineté, un poids grandissant dévolu à la puissance germanique, c'est justement ce que libère le « non » danois. La peur engendre son contraire.

Cette preuve par le « non » de l'existence de l'Europe devait être assenée. C'est cette automaticité que les Danois ont débranchée. La réintroduction du risque change tout : l'Europe reste à conquérir. Ceux qui s'opposent prennent désormais la responsabilité de défaire l'Europe. Ce n'est plus du tout le même scénario. Mais plus encore, c'est la nature même de la crise qui peut favoriser une véritable prise de conscience communautaire : pour la première fois, en effet, depuis les pères fondateurs et la préhistoire de la construction (exception faite de la très prématurée CED), il n'y a aucune discontinuité entre la crise politique intérieure danoise et la crise européenne. C'est une seule et même crise. On ne saurait mieux signifier le poids de l'implication européenne : on ne fait plus de politique en dehors de l'Europe. En précipitant un référendum qu'il souhaitait ardemment depuis des semaines, mais dont il ne voulait pas prendre l'initiative trop tôt, François Mitterrand prend acte de la nécessité d'accélérer le mouvement. L'Europe redevient un combat. Un combat où le chef de l'Etat l'espère bien, les Européens devront se retrouver. Il en espère une recomposition politique, que la simple ratification parlementaire n'aurait pas suffi à provoquer.

Les Danois ont déclenché une série d'électrochocs : il y a une manière de parler et de faire l'Europe qui est morte dans les urnes danoises. Merci les Danois : ils ont sans doute sauvé la construction européenne de sa fadeur. Elle n'était pas politique, elle va le devenir.